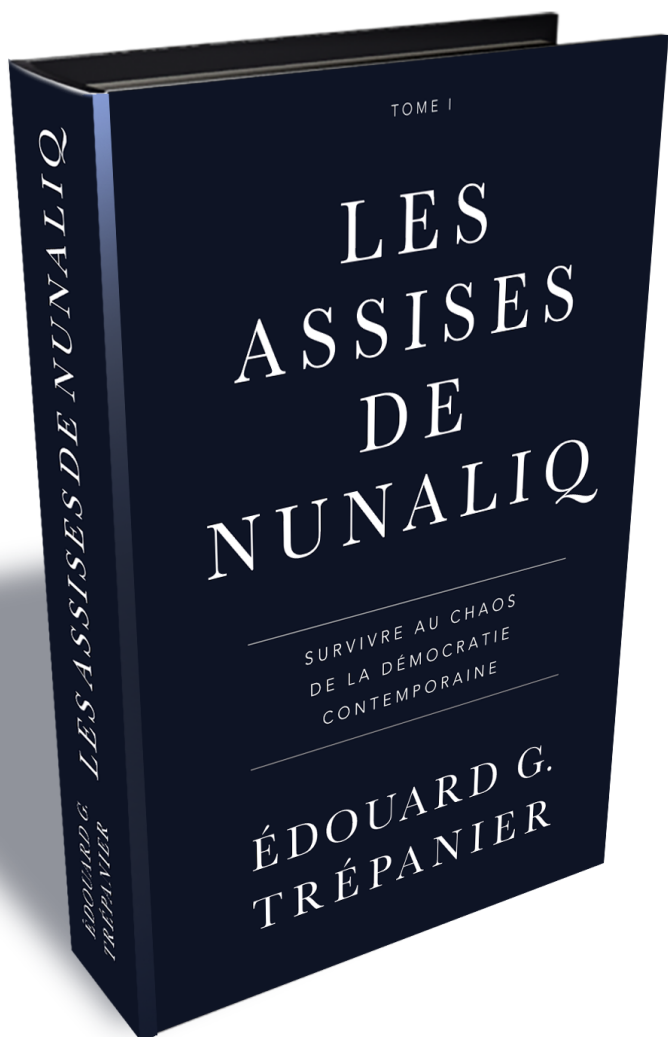




L'INTERNET ET LA DÉMOCRATIE

Édouard G. Trépanier

L'INTERNET ET LA DÉMOCRATIE

« Les Assises de Nunaliq » tente de remettre le pendule à l'heure, quant aux concepts qui ont jusqu'ici permis le progrès de la civilisation.

CYBERDÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE

Du XV^e siècle (Gutenberg : première impression de la bible en 1455) à hier, la conversation de ceux qui s'intéressent à ce qui advient de leurs semblables était autour d'une même nouvelle. Lorsque cette nouvelle était controversée, le débat des points de vue était sur le même propos. Les opinions différaient, mais les faits demeuraient les mêmes.

Et puis, vers la fin du XX^e siècle, l'Internet est arrivé. Comme la radio et plus tard la télévision, ce nouveau média a chamboulé nos vies. L'Internet s'est infiltré rapidement dans les foyers, parce qu'il permettait de communiquer entre abonnés (courriel), de partager ses intérêts avec d'autres (forum de discussion) et, cerise sur le sundae, de tout savoir gratuitement (Wikipédia). Quoique l'Internet donnait accès à bien des journaux sans besoin de s'abonner, les médias traditionnels ne se sont pas sentis menacés.

Ensuite, surtout à partir de 2010, les **médias sociaux** sont apparus. Et là, tout a changé. On avait trouvé une façon d'exploiter l'Internet pour faire des profits. Dans

l'encombrement de millions de sujets et de présences sur la toile, quelqu'un a réussi à créer un plan d'affaires rentable. Les Zuckerberg ont construit un public pour vendre de la publicité. À partir de là, les journaux vendus et la publicité à la radio / télé allaient commencer à sentir un effet direct sur leurs revenus. Étant persuadés que le passé allait être garant de l'avenir, la majorité des médias et des gens (y compris les institutions) ont cru pouvoir s'adapter, personne n'étant directement menacé dans la subsistance de son commerce, de son régime politique ou de son for intérieur.

MALHEUR ! Quelqu'un invente un système **d'algorithmes** : un logiciel qui décèle (observe) nos intérêts et qui ratisse l'Internet afin de nous jeter au visage ce qui nous intéresse. Du point de vue de la publicité, on entend dire que ces algorithmes transgressent tellement la vie privée qu'on s'est vu suggérer certains produits de commerce, après en avoir discuté avec son (sa) conjoint(e), à la maison (téléphones mobiles à l'écoute ?). On se rapproche de « 1984 » (le fameux roman de George Orwell, publié en 1948). Un service à la clientèle, nous dit-on !!! Du coup, d'un point de vue de la connaissance factuelle, si quelqu'un cherche, par exemple, à comprendre le phénomène politique et social du fascisme au moyen de l'Internet (même pas les réseaux sociaux), il se verra de plus en plus exposé à une grappe de théories néonazistes.

Parmi les malfaiteurs (il y en aura toujours), certains ont compris qu'il y a moyen de soulever les émotions et de créer des histoires sans fondement, de façon à générer du trafic et à monnayer la fréquence des visites. Voilà que le conspirationnisme est devenu ...populaire. On a aussi compris que l'émotion et non la raison attire davantage l'attention. Facebook, YouTube et même Google se sont mis à s'approprier une grande partie du marché publicitaire. Bravo pour la créativité capitaliste, mais le résultat s'avère maintenant déstabilisateur :

- L'Internaute s'isole dans une bulle d'info qui renforce une opinion (la sienne ou celle d'un manipulateur);
- Des malcommodes ou malfaiteurs s'amusent à créer de fausses nouvelles. Désinformer devient un « *business* » qui rapporte des revenus publicitaires : « *Inventez une histoire choquante et devenez riche* »;
- On a créé une nouvelle profession : « *troll* » habile à façonner des sites ou suites de nouvelles addictives, et dont les sources peuvent paraître légitimes. Alors, ceux qui craignent l'immigration par exemple, deviennent xénophobes, puis anti-immigration et ensuite suprémacistes;
- Le consommateur victime, devenu toxicomane, se radicalise;

- Sa peur se transforme en colère. La colère devient une habitude, un mode de vie;
- Avec des faits alternatifs, les sujets de conversations et les débats gravitent dans un espace sans autorités crédibles, sans culture civique et même sans morale;
- Les victimes, devenues des marionnettes, participent joyeusement en reproduisant les sornettes;
- La perception du monde, de la civilisation, de l'humanité devient distordue;
- Les disciples d'une réalité parallèle s'identifient à une culture pourtant contrefaite, mais devenue la leur.

Comme plusieurs sont prêts à mourir au nom de leur identité, la stabilité sociale est menacée. (inspiré du bouquin d'Anne Applebaum, intitulé : « Twilight of Democracy: The Seductive Lure of Authoritarianism ») Et Voltaire écrivait au XVIII^e siècle : *« Ceux qui peuvent vous faire croire à des absurdités peuvent vous faire commettre des atrocités. »*

Occasionnellement, quelqu'un soulève l'important phénomène, décrit ci-dessus, comme étant devenu une catastrophe sociale. Par exemple, Frances Haugen, une ingénieure spécialiste des données et gestionnaire de projets, lance l'alerte et dénonce l'inaction de son employeur (Facebook, Instagram et WhatsApp), devant un comité sénatorial américain. Non seulement le propriétaire et

président de l'entreprise laisse la Russie empoisonner les pays démocratiques avec de la désinformation (provenant aussi de la Chine, l'Iran et la Corée du Nord), mais en plus, ces plateformes numériques enferment leurs clients dans une bulle de bobards bidon. Pourtant, Facebook possède des études qui confirment les effets néfastes de ses activités sur la démocratie, mais elle garde secrets les résultats de ses recherches.

Des gouvernements autoritaires (des dictatures) se servent d'ailleurs de cette invention capitaliste, les médias sociaux algorithmés, afin d'isoler et d'opprimer les opposants, et ce avec l'accord tacite de Facebook. Pensons aux Rohingyas (https://www.lemonde.fr/pixels/article/2022/09/29/massacre-des-rohingya-facebook-a-joue-un-role-central-dans-la-montee-du-climat-de-haine-en-birmanie_6143611_4408996.html). Ces gouvernements totalitaires développent une panoplie de moyens pour contrer l'effet démocratisant de l'Internet. Par exemple, après avoir appris de la Chine, la Russie construit actuellement un Internet russe parallèle qui recèle un grand nombre de murs de protection (pare-feu) qui réacheminent les recherches du public vers une propagande subtile. En même temps, la Russie ralentit l'accès aux plateformes et aux fournisseurs de logiciels qui ne se conforment pas aux vœux du Kremlin. Le Mac App Store et le Google Play ont volontairement retiré de leur offre une application qui

permettait de contourner ces pare-feu (proxy), par exemple pour s'informer sur la guerre en Ukraine ou sur le parti de l'opposant assassiné Alexeï Navalny. Enfin, une loi russe oblige les plateformes ayant plus de 500 000 adeptes au pays d'employer un certain nombre de Russes... des gens plus faciles à contrôler. (Source BBC)

Lorsque l'on combine ces révélations avec les renseignements des autorités américaines qui confirment la désinformation systématique russe et s'y font prendre (informateurs du FBI contre des Présidents américains), on comprend mieux qu'une partie importante de la population américaine soit tellement sous l'influence, que la raison n'y a plus sa place. Lorsque la réalité ne devient que grotesque, absurde, rocambolesque, insolite, étrange, bizarre, excentrique, invraisemblable et saugrenue, le peuple désorienté délaisse l'intérêt public (on se fout de tout). Le nombre de gens qui vivent en démocratie, et qui sont prêts à utiliser la violence pour faire valoir leurs émotions (chauffées à blanc), augmente tous les jours. Mais oui, comment comprendre que des gens meurent du COVID en étant convaincus que ce n'est pas le COVID qui les tue ? Comment est-ce possible que, malgré les preuves étoffées, des gens soient certains que le vaccin est inutile et perfide ? Comment croire que d'honnêtes travailleurs de la santé publique soient régulièrement menacés de mort,

parce qu'ils essaient de sauver des vies ? Comment se résigner au fait que la société américaine, pourtant si disciplinée et rationnelle après la Seconde guerre mondiale, soit devenue si disloquée que ses concitoyens se menacent de violence terroriste ? Nous en sommes rendus où l'un des deux seuls partis politiques importants devient pro-russe (malgré les atrocités commises) et se prépare à amorcer une guerre civile de religion, si leur chef est élu à la Maison-Blanche (peut-être même s'il ne l'est pas). Le premier média global est-il en train de détruire l'exemple autoaffirmé de la démocratie ...le pays militairement le plus puissant au monde ?

Comment remédier ? Une nation peut bien vouloir imposer ses lois, mais comment y arriver si la dérogation vient d'ailleurs ? Il aurait fallu, dès l'an 2000, lancer une réflexion sur la liberté d'expression multidirectionnelle et créer une coalition de nations, afin d'appliquer une réglementation pratiquement universelle. Malheureusement, les pays n'atteignent pas tous le même niveau de développement en même temps. Faute d'avoir saisi l'occasion d'éduquer suffisamment l'utilisateur-émetteur et de délimiter l'exploitation ultra-capitaliste, afin que tous comprennent les raisons pour lesquelles il y a des « *limites à ne pas franchir* », on a préféré laisser faire. Aujourd'hui, l'utilisateur prudent doit user d'habiletés, de contournement des

insultes, des menaces, des fausses nouvelles et des fraudes (Le Canada serait une des premières cibles, car le pays ne poursuit pas les arnaqueurs à l'étranger). Des crapules influencent même les élections démocratiques en faisant la promotion de l'autoritarisme. Ils polluent tellement le concept de liberté d'expression que même un être raisonnable en vient à perdre ses repères.

Pendant tout le temps requis pour arriver à des ententes internationales, chacun continuera de s'informer et de se divertir dans sa bulle en s'éloignant de la réalité. On crée ainsi un terroir propice à la multiplication de diffuseurs réels (humains) ou artificiels (faux abonnés ou « bots ») qui accentue le désarroi. L'émotion chavire les opinions individuelles et publiques et les pays malveillants déstabilisent les nations qui croient encore à la démocratie. Que pouvons-nous faire, citoyen observateur de ce dérapage sociologique et civilisationnel ?

Voilà toute une génération qui a été gâtée par l'accès gratuit à l'information, au savoir et à du divertissement que la télé ne fournit pas. Les télédiffuseurs unidirectionnels sont autorisés par licence et ils ne peuvent plus concurrencer sur un terrain de jeu si inégal. Doit-on les laisser s'éteindre, les uns après les autres ? Au Canada, nous avons déjà perdu un grand nombre de sources locales

d'information. Les stations de télévision privée réduisent leur personnel à mesure que les revenus de publicités chutent. Puisque les jeunes ne regardent plus cette télé, le gouvernement pourrait sabrer dans les dépenses de la télévision publique. Ce serait le clou dans le cercueil de nos expériences communes, de notre culture nationale, de la réalité partagée. De nombreux acteurs devenus publicistes de contenu commercial, propagateurs de politiques publiques (partis politiques ou toutes causes), et diffuseurs culturels (même éducatifs), ne voudront pas abandonner un tel privilège acquis. Méfiante du pouvoir politique, parce qu'elle n'a pas reçu d'éducation civique, cette génération va contester toute tentative de réglementer les réseaux sociaux.

Les influenceurs (les bons et les moins bons) soulèvent d'autres arguments tout à fait légitimes. Comment encadrer ce phénomène social tout en favorisant l'innovation, la créativité et le partage universel que l'Internet procure ? Le public a l'impression qu'on perdrait une liberté : celle de dire et de proclamer n'importe quoi, sans subir de conséquences. Aussi contre la réglementation : le fait que les outils pour filtrer l'indésirable ouvrent, du même coup, la porte à des abus, surtout de la part des États autoritaires. En effet, si les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) peuvent débrancher les diffuseurs haineux et

mensongers ou les fabricants de complots sur mesure, un gouvernement pourrait utiliser ces mêmes outils pour cibler l'opposition, les dissidents ou les intellectuels qui dénoncent l'inégalité et l'injustice. Par-dessus tout ça, les grandes compagnies de télécommunications, qui n'ont jamais eu besoin d'intervenir dans le contenu, ne veulent absolument pas s'en mêler. Alors, il y a beaucoup de tenants du statu quo.

Malgré la résistance, divers pays industrialisés commencent à former des escouades de forces de l'ordre, spécialisées en cybersécurité, qui visent à dénicher les auteurs de crimes majeurs. On progresse lentement, mais le retard accumulé sur les escrocs pourrait compromettre le succès. Il restera toujours des voyous et des pays hors normes. Sommes-nous prêts à faire appel à des commandos militaires formés à la cyberguerre ?

Le 28 avril 2022, les États-Unis ont annoncé une entente avec 60 autres pays, autour d'un texte appelé « *Déclaration sur l'avenir de l'Internet* » (« Declaration for the Future of the Internet »). On y fait profession de foi en un Internet unique et public, d'accès équitable et qui, en respectant la vie privée, les droits de la personne et la liberté d'expression, favorise une concurrence saine. Cet engagement de principe reconnaît aussi à chaque pays le droit de réglementer

Internet conformément à son droit national. Selon la Déclaration, ce système de communication et de commerce planétaire devrait toujours tendre vers la plus grande liberté, l'innovation et l'éducation. En entendons-nous parler aux nouvelles ? Comment progresse l'entente alors que la Russie, la Chine, la Corée du Nord ou l'Iran, qui ne sont pas signataires, amplifient leurs attaques sur la si désirée cyberpaix ?

Pour sa part, l'Union européenne a voté deux lois, en 2023 : la "*Digital Services Act*", qui protège les droits des utilisateurs (principalement la vie privée) et la "*Digital Markets Act*", qui veille à ce que la concurrence demeure saine dans le monde numérique (principalement le démantèlement des monopoles). Les États-Unis apprécient un peu moins cet encadrement législatif, car les entreprises monopolistiques, comme les GAFAM, pourraient se voir imposer des amendes allant jusqu'à 10% de leurs revenus globaux. Ces transnationales sont si gigantesques, qu'elles peuvent faire chanter la majorité des pays de la Terre.

L'UNESCO (l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) vient de publier un certain nombre de recommandations afin de lutter contre la désinformation et réguler les réseaux sociaux. Ces demandes avaient déjà été formulées par d'autres instances, comme la Commission

européenne. L'organisme international recommande la mise en place de régulateurs indépendants et publics, leur demandant de travailler en réseau mondial, en prenant « *l'impact sur les droits humains* », comme boussole pour la prise de décision. L'UNESCO demande aussi qu'en période électorale, le régulateur, indépendant des politiciens, prenne les mesures pour assurer un certain équilibre entre les divers points de vue politiques, y compris la liberté de parole et de presse. Deux milliards de personnes dans le monde sont appelées à voter en 2024. Un sondage, réalisé par Ipsos dans 16 pays, révèle que 87% des sondés s'inquiètent de l'impact de la désinformation sur les élections à venir dans leur pays. (Pour en savoir plus : <https://www.unesco.org/fr>)

S'il advenait que l'intelligence artificielle, cette technologie où l'ordinateur apprend lui-même de l'ordinateur (sans interfaces humaines), soit aussi mal encadrée par les gouvernements que le fut Internet et surtout les médias sociaux, nos sociétés vont devoir passer par une époque éprouvante avant que la lumière pointe à l'horizon.

« *Les Assises de Nunaliq* » tente de remettre le pendule à l'heure, quant aux concepts qui ont jusqu'ici permis le progrès de la civilisation. L'œuvre offre maints points de repère à ceux qui, dans la confusion, cherchent à garder les

deux pieds fermement sur terre. Nous traversons une époque où les dictateurs déploient d'intenses efforts pour discréditer notre démocratie en panne de créativité. Les dangers de voir la civilisation reculer sont considérables. C'est aussi pourquoi « *Les Assises* » propose une démocratie renouvelée. Quelle société voulons-nous, pour nous et pour nos enfants ?

À PROPOS DE L'AUTEUR



Diplômé de l'Université Concordia en Études des médias et Sciences politiques, Édouard G. Trépanier a fait carrière en réalisation télévision, ainsi qu'en jalonnement réglementaire des médias de radiodiffusion au Canada. « Les Assises de Nunaliq » est son premier livre.